

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà indiqué à la présidence, à la fin de ma très brève intervention qui j'espère ne dépassera pas dix minutes, je compte proposer, en conformité du Règlement, ce que j'estime être un amendement motivé. Si Votre Honneur a l'intention de le déclarer irrecevable, je le prierais de m'en prévenir, en quelque sorte, afin que je puisse plaider sa cause. J'ignore si Votre Honneur se propose de rendre sa décision dès maintenant ou s'il veut y réfléchir davantage.

Nous étudions donc en ce moment la loi de l'impôt sur le revenu. Nous, du parti conservateur, estimons que le gouvernement fédéral fait payer trop d'impôt aux Canadiens. Combien de Canadiens, ou de députés en l'occurrence, savent qu'en décembre 1974, dernier mois pour lequel des données fiscales sont disponibles, le gouvernement a fait payer près de 3 millions de dollars d'impôts en trop par jour aux Canadiens? Ce n'est pas un exemple isolé et le mois de décembre n'était pas une exception puisque, au cours des neuf premiers mois de l'année financière en cours, les recettes budgétaires réelles ont dépassé les dépenses réelles de 534 millions de dollars.

● (1630)

C'est très beau de parler de ces chiffres astronomiques de plusieurs millions de dollars. Mais essayons de les expliquer. Je le répète, les chiffres pour décembre 1974 représentent à peu près la moyenne pour toute l'année. Les recettes ont été de presque 2.2 milliards de dollars alors que les dépenses se sont élevées à 2.108 milliards de dollars. D'après les chiffres pour décembre, cela veut dire que chaque jour, le gouvernement a soutiré aux contribuables canadiens presque 3 millions de dollars de plus qu'il n'était nécessaire pour permettre à Ottawa de s'acquitter de ses obligations.

Nous, du parti conservateur, croyons que bon nombre de contribuables ont déjà perdu toute motivation à travailler plus fort. Bien des citoyens parmi les plus producteurs sont convaincus que tout ce qui peut résulter d'un redoublement de leurs efforts, c'est que l'État prendra une part encore plus grande qu'eux de leur rémunération. Si l'on considère les surplus budgétaires accumulés à ce rythme accéléré, il est certain que le gouvernement et le ministre des Finances pourraient facilement abaisser les taux d'imposition, qui, actuellement, minent la motivation des gens et la productivité du pays. Ils pourraient le faire sans modifier considérablement les normes des programmes gouvernementaux ou des services offerts, sans réduire les paiements de transfert ou autres revenus versés aux autres gouvernements du pays, sans diminuer les sommes minimales affectées actuellement aux malades, invalides, chômeurs, gens âgés, sans changer ces services ni aucun autre.

Le ministre fait de l'esbroufe, parcourant le pays en disant: «Voyez, nous réduisons vos impôts en réduisant de 3 à 8 p. 100 le taux d'imposition.» La belle affaire! Les arguments que notre parti a fait valoir au cours du débat tendent simplement à prouver qu'à notre époque d'inflation, la plus importante démarche fiscale du gouvernement n'est pas d'établir le taux d'imposition du citoyen moyen. En effet, même si le taux d'imposition diminue, le total des recettes fiscales et le total des impôts payé par chaque citoyen augmente et puisque celui-ci s'efforce de gagner davantage pour affronter l'inflation. En plus d'augmenter le total des impôts que le contribuable doit payer, cela le place ordinairement dans une catégorie d'imposition plus élevée. De fait, le montant payé par le contribu-

Droit fiscal

ble moyen a beaucoup augmenté, à tel point que le gouvernement a accumulé et continuera d'accumuler d'énormes excédents, même s'il réduit le taux d'imposition.

Selon les dernières prévisions budgétaires, les Canadiens payeront bientôt au seul gouvernement fédéral plus de 4 millions de dollars d'impôt à l'heure. Les Canadiens payent trop d'impôts, croyons-nous. Aussi, le taux d'imposition personnel devrait-il être réduit davantage pour tous les contribuables, soit d'un autre 5 p. 100. Cela voudrait dire une réduction du total des impôts payés par les Canadiens de 500 millions de dollars, ce qui représenterait de \$60 à \$150 pour chaque contribuable, dans la plupart des cas. Le besoin d'une réduction de ce genre s'impose depuis bien longtemps. En outre, une telle diminution des recettes gouvernementales réduirait considérablement la tentation toujours présente pour le gouvernement fédéral de se lancer dans de nouveaux programmes inutiles et extravagants. Elle inciterait aussi, du moins dans une certaine mesure, le gouvernement à accroître son efficacité et sa productivité et à scruter de façon réaliste ses programmes et services actuels. Le gouvernement n'est certainement pas porté à le faire à l'heure actuelle.

Le gouvernement écrase littéralement le peuple canadien sous les impôts. Pour cette raison, j'ai l'intention de présenter un amendement motivé à cette étape-ci du débat. Nous ne voulons pas voter contre l'ensemble du bill en deuxième lecture parce que nous sommes d'accord sur les réductions d'impôt proposées, même si elles sont très faibles, et sur certaines des autres dispositions qu'il contient. Cependant, nous tenons à souligner qu'à notre avis, le ministre aurait pu offrir des réductions bien plus importantes, soit des réductions d'au moins 5 p. 100 de plus. Mon amendement vise à exprimer ce sentiment et, si possible, à faire en sorte que la Chambre vote uniquement sur la question de réductions fiscales supplémentaires avant qu'elle n'approuve le bill en principe.

Je veux voir chaque député se prononcer pour ou contre l'opportunité de plus fortes réductions d'impôts. Je veux voir comment les créditistes voteront sur la proposition. Je veux voir si chacun des députés néo-démocrates croit, par exemple, que leurs partisans des syndicats veulent de plus gros chèques de paie. Par-dessus tout, je veux savoir si tous et chacun des députés libéraux sont prêts à faire face à la réalité. Sont-ils disposés à reconnaître que le gouvernement qu'ils appuient admet, en se fondant sur ses propres chiffres, qu'il pourrait sans trop de peine sabrer l'excédent de 3 millions de dollars par jour qu'on arrache sans raison aux contribuables?

Le plus grand profiteur isolé de l'inflation actuelle au Canada est le gouvernement canadien lui-même. Les recettes publiques excédentaires ne peuvent que conduire aux dépenses extravagantes et ruineuses du gouvernement et, de fait, y conduisent. On peut et on doit couper les impôts. Les députés doivent maintenant assumer la responsabilité de trancher cette question précise et montrer par leur vote de quel côté ils sont.

Appuyé par le député de Calgary-Sud (M. Bawden), je propose donc:

Que tous les mots après «que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

la Chambre refuse de donner la deuxième lecture au bill C-49, parce qu'il ne prévoit pas une nouvelle réduction de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 1975 et les années d'imposition subséquentes, en dépit de recettes publiques sans précédent et de la surimposition par le gouvernement, qui en découle.